Afrique du Sud : l’arrestation rocambolesque du militant suprémaciste noir Kemi Séba, accusé d’avoir tenté de gagner l’Europe via le Zimbabwe avec l’aide du chef d’un groupe afrikaner (MàJ)

29/04/2026 à 11h05



https://www.facebook.com/61552665417177/videos/comparution-de-kemi-seba-aujourdhui-en-afrique-du-sud-selon-son-avocat-il-est-is/958076483627827

Cherchez l’erreur : un activiste panafricain, franco-béninois de naissance, et surtout opposant virulent à toute présence occidentale, et notamment française, en Afrique, est arrêté dans un centre commercial du quartier résidentiel de Brooklyn, à Pretoria, la capitale administrative de l’Afrique du Sud. Il se trouve alors avec son fils de 18 ans. Mais aussi, plus surprenant, en compagnie d’un suprémaciste blanc, nostalgique de l’apartheid et de la ségrégation raciale.

Kemi Seba, militant autoproclamé de la libération de l’Afrique, interpellé aux côtés de François Van Der Merwe,

porte-parole d’un groupuscule d’extrême droite, les Bittereinders («ceux qui mordent jusqu’au bout»), plusieurs fois condamné pour violences racistes ? Voilà qui semble déjà cocasse. En réalité, l’affaire s’avère encore plus rocambolesque.

Liberation

Le militant panafricain anticolonial controversé Kemi Seba est actuellement détenu en Afrique du Sud, quelques jours après son arrestation alors qu’il aurait tenté de fuir en Europe via le Zimbabwe.

Cet homme de 45 ans est actuellement recherché au Bénin pour « incitation à la rébellion » après avoir prétendument soutenu le coup d’État manqué du pays en décembre 2025.

Connu pour son opposition farouche à l’influence française en Afrique, son soutien aux dirigeants militaires ouest-africains et sa propagande pro-russe, Seba a eu de multiples démêlés avec la justice dans plusieurs pays.

Né à Strasbourg en 1981 de parents béninois, Seba – de son vrai nom Stellio Gilles Robert Capo Chichi – s’est fait connaître comme militant radical, ayant été arrêté à de nombreuses reprises, notamment pour incitation à la haine raciale et à l’antisémitisme.

Dans sa jeunesse, il voyage aux États-Unis, où il est influencé par le mouvement nationaliste noir, la Nation of Islam (NOI), en écoutant les sermons de l’organisation dont Malcolm X fut autrefois une figure importante.

À son retour en France à l’âge de 18 ans, il devint ambassadeur de la NOI.

Peu après, un voyage en Égypte fit de lui un adepte du kémétisme, un système de croyances basé sur la théologie de l’Égypte antique.

Inspiré par ses voyages, il fonda en 2004 Tribu Ka, un mouvement ségrégationniste noir radical au sein duquel il diffusa des idées antisémites. Deux ans plus tard, le mouvement fut interdit par le gouvernement français et dissous, et il fut condamné à un mois de prison.

Le 28 mai 2007, Seba et certains de ses partisans ont défilé dans un quartier majoritairement juif de Paris pour « défendre les intérêts des Noirs », rapportait à l'époque le quotidien français Le Figaro .

L'année suivante, les tribunaux français l'ont de nouveau condamné, cette fois à six mois de prison – dont quatre avec sursis – pour avoir relancé son mouvement Tribu Ka sous un nouveau nom, Génération Kemi Seba, a ajouté le journal.

Face à la pression croissante des militants de la société civile et des forces de l'ordre, il a quitté la France pour le Sénégal après sa libération.

Selon les médias français, il a également rejoint un nouveau groupe, le Mouvement des Damnés par l'Impérialisme (MDI), dont il était le président lorsqu'il a démissionné en 2010. Le groupe se décrivait comme anti-impérialiste et se concentrait fortement sur l'activisme en ligne.

Paul Melly, chercheur au sein du programme Afrique de Chatham House, a déclaré que Seba avait attiré beaucoup d'attention ces dernières années avec ses remarques « très critiques » sur la France et son rôle en Afrique.

« Son programme est désormais très axé sur ce discours anti-français, ce qu'il appellerait un discours "anticolonial", et sur le ressentiment face à l'influence française persistante en Afrique de l'Ouest », a déclaré Melly à la BBC, contrairement à ses débuts il y a 20 ans, lorsqu'il était souvent accusé d'antisémitisme.

En décembre 2015, Seba a lancé l'ONG Pan-Africaniste Urgence,

qu’il dirige toujours.

Le groupe se décrit lui-même comme une « organisation de défense des droits des Noirs à vocation géopolitique et humanitaire, spécialisée dans les questions liées à la souveraineté, au néocolonialisme et à la promotion de la justice sociale ».

Opposé à l’influence française en Afrique, il critique également les nations africaines qui conservent des liens étroits avec l’ancienne puissance coloniale, comme celles qui continuent d’utiliser le franc CFA comme monnaie légale.

L’un des objectifs de Pan-Africanist Emergency est de mettre fin à l’utilisation de cette monnaie.

La France a créé le franc CFA à la fin des années 1940 pour servir de monnaie dans son empire africain de l’époque, et il constitue l’un des signes les plus visibles de l’influence française continue sur ses anciennes colonies.

Quatorze pays africains, dont le Sénégal, le Bénin et la Côte d’Ivoire, utilisent encore cette monnaie, indexée sur l’euro et soutenue financièrement par le Trésor français.

Seba fait partie des nombreux militants qui réclament l’abandon du CFA, affirmant qu’il s’agit d’un moyen pour la France de conserver le contrôle économique.

En août 2017, il a brûlé un billet de 5 000 francs CFA (6,60 £ ; 8,90 $) lors d’une manifestation au Sénégal, pour dénoncer la « Francafrique », un terme utilisé pour décrire l’influence postcoloniale de la France en Afrique.

Il a été arrêté mais acquitté quelques jours plus tard pour vice de procédure, selon les informations disponibles.

Dans une interview accordée en 2019 au site d’information ivoirien Yeclo, il a cité sept raisons justifiant « son combat » contre le CFA, notamment le fait que la Banque de France

dispose d’un « droit de veto sur vos banques ».

« En matière d’orientation économique », expliqua-t-il, « l’adage stipule clairement que celui qui vous contrôle économiquement vous contrôlera politiquement. »

Les critiques du franc CFA pour des raisons économiques se multiplient, notamment parmi les jeunes urbains d’Afrique de l’Ouest, selon Melly. « Kemi Seba est très populaire, surtout à l’ère des réseaux sociaux, où elle compte de nombreux jeunes abonnés en Afrique de l’Ouest. »

Un mois après l’incident, le militant se revendiquant « afrocentriste » a été expulsé du Sénégal vers la France pour avoir constitué une « grave menace pour l’ordre public », a rapporté le quotidien français Le Monde , citant le ministère de l’Intérieur et de la Sécurité publique de Dakar.

Il a également eu des démêlés avec les autorités d’autres pays francophones.

« Il est perçu par les gouvernements d’Afrique de l’Ouest – qui entretiennent de bonnes et étroites relations avec la France – comme une figure hostile », a expliqué Melly.

En août 2018, Seba a été expulsé du Togo, quelques mois après avoir été renvoyé de Guinée, où il devait prendre la parole lors d’une conférence.

L’année suivante, il fut expulsé de Côte d’Ivoire vers le Bénin pour avoir tenté d’organiser un rassemblement contre le colonialisme français, rassemblement que les autorités estimaient susceptible de provoquer des troubles, et pour ses critiques à l’égard de la défense du franc CFA par le président.

Il est également un fervent critique du président béninois sortant, Patrice Talon. À son arrivée au Bénin, il a été brièvement arrêté. Lors d’une autre visite dans le pays en

2023, il a également été arrêté puis relâché.

En juillet 2024, la France a déchu Seba de sa nationalité, ce à quoi il a répondu en brûlant son passeport en public, déclarant qu'il avait été « libéré du fardeau de la nationalité française ».

Un mois plus tard, le Niger lui accorda un passeport diplomatique et le nomma « conseiller spécial » auprès du chef de la junte, le général de brigade Abdourahmane Tchiani.

Seba est devenu « très, très important en Afrique de l'Ouest depuis la vague de coups d'État militaires » qui a frappé la région, a déclaré Melly à la BBC.

Le Niger, ainsi que ses voisins le Mali et le Burkina Faso, sont tous tombés aux mains de régimes militaires « très hostiles » à la France, qui ont interrompu leur coopération militaire avec les Français dans la lutte contre les militants islamistes et ont commencé à collaborer avec la Russie.

« Les Russes ont profité du fait que la France est impopulaire » dans ces pays, a expliqué Melly.

En 2023, Thomas Gassilloud, alors président de la commission de la défense de l'Assemblée nationale française, a accusé Seba d'agir comme porte-parole de la « propagande russe » et de servir « une puissance étrangère qui alimente le sentiment anti-français ».

Un an plus tard, le militant fut arrêté par les autorités françaises, soupçonné de liens avec le groupe paramilitaire russe Wagner, avant d'être relâché. À cette époque, la Russie était engagée depuis deux ans dans la guerre en Ukraine.

Après tant de démêlés avec la justice, il se retrouve une fois de plus devant les tribunaux, cette fois en Afrique du Sud.

Citant ses avocats, l'AFP a indiqué que l'arrestation était motivée par une infraction à la législation sur l'immigration.

Lui et son fils de 18 ans, Khonsou Seba Capo Chichi, ont été arrêtés lors d'une opération policière à Pretoria la semaine dernière.

Une source proche de lui a indiqué à l'AFP qu'il vivait dans le pays depuis environ cinq mois, dépassant la durée de son visa d'environ deux mois.

Suite à l'arrestation, la police sud-africaine a déclaré : « [Seba] serait un fugitif recherché en France et au Bénin pour des activités criminelles liées à des crimes contre l'État. »

Les autorités sud-africaines ont indiqué qu'une procédure d'extradition était en cours, sans toutefois préciser quel pays avait déposé la demande.

Le procureur spécial du Bénin, Elonmario Metonou, a déclaré que le pays « préparait actuellement » une demande d'extradition à son encontre.

Le Bénin a émis deux mandats d'arrêt internationaux contre l'influenceur anticolonialiste le 12 décembre 2025, l'accusant d'avoir soutenu une tentative de coup d'État contre le président sortant. Quelques heures après la tentative, Seba a proclamé ce jour « jour de libération » pour le pays dans une vidéo diffusée en ligne. Il est également recherché au Bénin pour blanchiment d'argent.

Il n'a pas commenté les allégations portées contre lui.

Cependant, Hery Djehuty, coordinateur international et numéro deux de Pan-Africanist Emergency, a déclaré à l'agence de presse Anadolu que les accusations du Bénin ne résisteraient pas à un examen approfondi.

Le numéro deux a également qualifié les accusations de blanchiment d'argent – dont il a entendu parler pour la première fois lors du briefing du procureur – de coup monté visant à renforcer la demande.

Djehuty a également démenti les informations selon lesquelles Seba aurait demandé l'asile en Afrique du Sud.



Kemi Seba (C) et son fils (R) sont accusés d'avoir tenté de fuir en Europe avec l'aide du ressortissant sud-africain François van der Merwe (L).

Parallèlement, le mouvement Pan-Africanist Emergency a exhorté ses partisans à « garder leur calme » face à ce qu'il a qualifié de « nombreuses fausses informations et autres campagnes de désinformation diffusées par les médias franco-africains ».

« Loin de l'affaiblir, ces manœuvres ne font que renforcer la légitimité et la portée de son engagement en faveur de la justice sociale, de la souveraineté et de la dignité africaine », a déclaré le groupe dans un communiqué.

« L'histoire nous enseigne une vérité immuable : on ne peut réduire un peuple au silence en brisant ses voix les plus courageuses. Il existe un Bénin éternel, tout comme il subsiste un ADN africain d'insubordination », a-t-il ajouté.

Le ressortissant sud-africain François van der Merwe, chef du groupe nationaliste afrikaner Bittereinders, a également été

arrêté pour les avoir aidés.

L’audience de mise en liberté sous caution de Seba a été fixée au 29 avril.

BBC